Troisièmement, chaque pays doit jouir d'un droit réel à l'indépendance, au non-alignement et à la stabilité sans menace d'ingérence extérieure.

Quatrièmement, il faut reconnaître les exigences de la sécurité hémisphérique et, dans cette optique, convenir de ne pas introduire de forces expéditionnaires et d'armes offensives dans la région.

Le défi consiste à trouver les grandes lignes d'une solution qui soit acceptable aux pays de la région et à tous ceux qui partagent un intérêt dans le pluralisme et les droits de l'homme. Il y a un pas énorme entre une entente sur ces principes et d'autres principes généraux à une solution praticable.

Nous en sommes, je crois, à une charnière. La "gestion" internationale de la crise en Amérique centrale dans les mois qui viennent sera un facteur très important. Les acteurs ne peuvent se permettre de s'imposer des positions rigides. Par dessus tout, il ne faudrait pas prendre d'initiatives qui limiteront les options des pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes et qui auront pour résultat final de les rapprocher du bloc soviétique. Un tel rapprochement pourrait d'ailleurs fort bien être l'objectif poursuivi par certains éléments dans la région. En adoptant des approches qui confondent automatiquement régime de gauche et domination soviétique, nous pourrions être les artisans de nos propres prophéties.

Mais la politique étrangère, de par sa nature, s'élabore sur le <u>long terme</u>. Nous devons nous préoccuper des développements en Amérique centrale non seulement en raison de leur propre importance, mais également parce qu'ils pourraient bien avoir un impact sur notre pays. Par exemple, le Canada établit actuellement d'importants liens politiques et économiques avec le Mexique et le Venezuela, deux pays fort rapprochés de la zone de conflit. Nous devons adopter une perspective à long terme. Nous devons reconnaître que les ondes de choc des événements survenus ailleurs voyagent de plus en plus loin et vite.

En terminant, permettez-moi de rappeler que le Canada est prêt à jouer un rôle actif dans la recherche de solutions. Je l'ai dit clairement à New York il y a deux semaines lorsque j'ai rencontré le secrétaire général des Nations Unies, le secrétaire d'État américain et les ministres des Affaires étrangères du Mexique, du Venezuela et de la Colombie. Les principes que je viens de mentionner guideront les discussions que je continuerai d'avoir avec mes collègues de la région en vue de promouvoir une solution visant une paix durable. Je vous remercie.